



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT DES MESURES D'URGENCE A LA SOCIÉTÉ
VEOLIA EXPLOITANT DE LA STATION D'ÉPURATION COMMUNALE DE CARHAIX-
PLOUGUER**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et le titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.512-46-1 à R.512-46-7 ;

VU l'article L512-20 code de l'environnement relatif à la mise en œuvre de remèdes que rendent nécessaires les conséquences d'un incident ou d'un accident survenu dans l'installation, en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°22/17 AI du 12 mai 2017 autorisant la commune de Carhaix-Plouguer à exploiter la station d'épuration communale de Carhaix-Plouguer ;

VU le signalement réalisé par la société VEOLIA le jeudi 22 juin 2023 d'un dysfonctionnement de la station d'épuration de la ville de Carhaix-Plouguer consécutive à une fuite d'une quantité estimée à 19 m³ de soude à 33 % survenue sur l'établissement NUTRIBABIG, situé ZAE de Kergorvo, commune de Carhaix-Plouguer ayant rejoint le réseau d'eaux usées de l'établissement puis le réseau communal et la station d'épuration ;

CONSIDÉRANT que le dysfonctionnement constaté sur le fonctionnement de la station d'épuration communale est persistant et a un impact sur la qualité du rejet dans le milieu naturel (rivière l'Hyères) ;

CONSIDÉRANT que la situation est de nature à engendrer des risques pour les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a urgence à renforcer le suivi du milieu aquatique récepteur en aval du point de rejet de la station d'épuration de Carhaix-Plouguer ;

SUR la proposition du directeur départementale de la protection des populations;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

La société VEOLIA, exploitant de la station d'épuration de Carhaix-Plouguer, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations situées à la même adresse. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2

En complément des mesures permanentes effectuées sur la station et en sortie de la station, un suivi renforcé de l'impact du rejet de la station d'épuration de Carhaix-Plouguer est mis en place par l'exploitant selon les modalités suivantes :

Fréquence	Localisation	Type de prélèvement	Paramètres recherchés
4 fois par jour	- rivière Hyère, Moulin du Roy, commune de Carhaix-Plouguer ; - fleuve Aulne, Pont Triffen (aval de la confluence avec l'Hyère), commune de Spezet - fleuve Aulne, Bizernic, commune de Chateauneuf du Faou	Ponctuel	DCO DBO5 NH4+ Azote total Phosphore total Ecoli pH

Les résultats des analyses sont produits dans les meilleurs délais et sont adressés dès qu'ils sont connus par courriel au préfet et au service en charge des installations classées.

L'exploitant est chargé par ailleurs de prendre toute mesure utile immédiate à la restauration d'un fonctionnement optimal de la station. Il est rendu compte de ces mesures au Préfet et au service en charge des installations classées.

ARTICLE 3

La levée de ces dispositions est conditionnée à un constat de retour à la conformité au niveau de la station d'épuration de la ville de Carhaix-Plouguer établi par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 – Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il est fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement ;

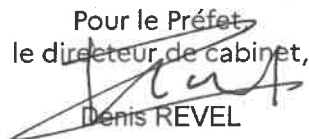
ARTICLE 5 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire valoir l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes (par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr>) dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique et solidaire dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux évoqué ci-dessus.

ARTICLE 5 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère, M. Le Maire de Carhaix-Plouguer le Directeur Départemental de la Protection des Populations, les Inspecteurs des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et la société VEOLIA sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
le directeur de cabinet,

Denis REVEL

